

Sommaire

Introduction	7
Claire Demesmay et Hans Stark	
Prologue	
L'ALLEMAGNE SOUS LES PROJECTEURS	
Mondial 2006 : un été noir-rouge-or	19
Albrecht Sonntag	
Partie I	
LES RÉFORMES SOCIOÉCONOMIQUES À L'AGENDA DE LA GRANDE COALITION	
L'économie allemande : bilan 2005, perspectives 2006	43
Cansel Kiziltepe et Camille Logeay	
La réforme du système de santé en Allemagne	61
Bernd-Peter Lange	
Le capitalisme financier en France et en Allemagne : critiques, réalités et conséquences	77
Patricia Commun, en collaboration avec Jean-Michel Ycre	
Partie II	
ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES ET CONTROVERSES INTÉRIEURES	
Le nouveau Parti de gauche en Allemagne : une gauche si extrême ?	123
Dieter Segert	
Démographie et nouvelle politique familiale en Allemagne	141
Robert Hettlage	
L'Allemagne et les expulsés : quel centre pour quelle mémoire ?	163
Daniela Heimerl	
Partie III	
IMMIGRATION ET INTÉGRATION EN DÉBAT	
Intégration ou exclusion ? La situation des migrants d'origine turque en Allemagne	185
Faruk Sen	

Si loin, si proche : les Allemands et la question turque	203
Claire Demesmay et Simone Weske	
Les débats sur la citoyenneté en France et en Allemagne	223
Yves Bizeul	
L'égalité de tous <i>versus</i> l'individualité de chacun : regards croisés sur le principe de la liberté religieuse en France et en Allemagne	243
Janine Ziegler	
Partie IV	
LA REDÉFINITION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ALLEMANDE	
La politique étrangère et de sécurité de la grande coalition. Un premier bilan	265
Karl-Heinz Kamp et Carlo Masala	
Surmonter la crise constitutionnelle européenne	281
Janis A. Emmanouilidis	
La notion juridique de l'Union européenne : une vision allemande	297
Helmut Wagner	
Fondements et objectifs de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne	313
Martin Koopmann	
Partie V	
FRANCE-ALLEMAGNE : LES DÉFIS D'UNE MEILLEURE CONNAISSANCE RÉCIPROQUE	
Le manuel franco-allemand d'histoire : l'aboutissement d'un long travail de coopération entre historiens français et allemands	335
Corine Defrance et Ulrich Pfeil	
La civilisation allemande dans les études germaniques en France : ingénierie et atouts	351
Stephan Martens	
Sources	369

Introduction

L'Allemagne sous les projecteurs

L'année 2007 est pour la République fédérale d'Allemagne (RFA) une année importante sur la scène internationale, puisqu'à partir du 1^{er} janvier, elle préside à la fois le Conseil de l'Union européenne (UE) – jusqu'en juin – et le G8. Mais 2006 a déjà donné au pays l'occasion de s'affirmer. En effet, les observateurs étrangers ont été nombreux à étudier les cent premiers jours d'Angela Merkel, la première chancelière dans l'histoire de la RFA, ainsi que les aléas de la « grande coalition », réunissant l'Union chrétienne-démocrate (Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU), le Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) et l'Union chrétienne-sociale (Christlich Soziale Union in Bayern, CSU). Dans un tout autre domaine, les observateurs ont aussi été nombreux à suivre le déroulement de la Coupe du monde de football, organisée pour la deuxième fois par l'Allemagne, à profiter de l'ambiance chaleureuse et décontractée qui y régnait et à saluer le parcours sans faute des organisateurs.

C'est pourtant avec une appréhension certaine que les Allemands se sont lancés en 2006 dans cette aventure – appréhension non seulement à l'égard d'une *Nationalmannschaft*, dont la fouge n'était plus celle de jadis, mais aussi et surtout à l'égard des agissements xénophobes des groupuscules d'extrême droite, notamment dans les nouveaux länder. Or, les événements de l'été 2006 ont montré que ces craintes n'avaient pas lieu d'être. Le Mondial a en effet révélé un visage à la fois joyeux et dynamique de l'Allemagne, qui était le reflet fidèle de son équipe. Dans son analyse, Albrecht Sonntag laisse

ainsi apparaître le double enjeu de l'événement : celui-ci a renvoyé vers l'extérieur une image de convivialité et de générosité, alors qu'à l'intérieur, son rôle a été de renforcer la cohésion sociale. L'auteur s'interroge aussi sur le « nouveau patriotisme » des citoyens allemands, tranchant radicalement avec l'idéologie nationaliste de l'extrême droite, dans lequel il voit moins l'expression d'aspirations politiques qu'un besoin de reconnaissance du peuple allemand en tant que collectivité, incarnée par l'équipe nationale.

Les réformes socioéconomiques à l'agenda de la grande coalition

Le Mondial a posé la question de la réformabilité du monde très conservateur du football allemand, laissant apparaître un parallèle avec celle du système politique de la RFA, car c'est bien cette réformabilité qui au cœur de l'actualité politique allemande. Si la grande coalition subit une érosion permanente dans les sondages, traduisant une impatience et une frustration croissantes des Allemands face à l'absence de résultats concrets des réformes entreprises par l'équipe Merkel, cette dernière peut néanmoins se réjouir d'une amélioration incontestable du climat économique et conjoncturel outre-Rhin. Avec un produit intérieur brut (PIB) réel atteignant probablement 2,5 % et un recul du taux de chômage à 9,6 % en données brutes fin 2006¹, l'Allemagne caresse l'espoir de renouer avec la croissance et table sur une reprise durable. Reste donc à savoir si la conjoncture allemande s'est suffisamment affermie pour absorber le choc que représente l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 19 % (contre 16 % auparavant) au 1^{er} janvier 2007 ou si un nouveau ralentissement de la croissance est à attendre ; se pose également la question de savoir si les réformes lancées en 2006 résisteront à une fin de la reprise.

Dans cette perspective, après avoir présenté l'environnement macroéconomique de l'Allemagne (stagnation de la demande intérieure et hausse constante du commerce exté-

1. Le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrivant en baisse de 90 000, à 3,995 millions, passe ainsi sous la barre des 4 millions pour la première fois depuis octobre 2002.

rieur), Cansel Kiziltepe et Camille Logeay analysent les trois principales réformes du gouvernement : système de financement de la santé, marché du travail et hausse de la TVA. Constatant que la situation économique outre-Rhin n'est en rien stabilisée, les deux économistes concluent que « rien ne permet d'envisager que le dualisme de l'économie allemande prenne fin ». Mais, au-delà des ajustements conjoncturels, il convient surtout de s'interroger sur la capacité des Allemands à réaliser des réformes structurelles profondes. Ainsi, le déclin démographique et les difficultés économiques font de la réforme du système de santé un sujet politique majeur qui, depuis le second mandat du gouvernement Schröder (2002-2005), figure tout en haut de l'agenda politique. Le gouvernement de coalition dirigé par Angela Merkel (CDU) en a fait lui aussi une priorité et pourrait d'ailleurs bien être jugé sur sa capacité à réformer l'assurance maladie. En ce sens, le dossier a valeur de test pour l'efficacité politique et la cohésion de la grande coalition, d'où la nécessité d'éclairer les enjeux de la réforme, comme le fait ici Bernd-Peter Lange. Celui-ci présente non seulement les grands principes du système de santé allemand et les défis qu'il rencontre aujourd'hui, mais il compare et évalue également les modèles proposés par le SPD d'un côté, la CDU/CSU de l'autre.

Les réformes structurelles et les réajustements conjoncturels s'effectuent dans un cadre marqué par la globalisation et une lutte constante pour le maintien de la compétitivité des produits « made in Germany » – une situation qui représente évidemment de nombreuses similitudes avec le cas français. Confrontées à une véritable guerre économique mondiale, les entreprises françaises et allemandes voient aujourd'hui leurs défaites se multiplier. Parallèlement, les systèmes économiques et sociaux des deux pays connaissent une remise en cause sans précédent. Des deux côtés du Rhin, cette situation suscite souvent une colère impuissante des responsables politiques et de l'opinion publique. C'est dans ce contexte que Patricia Commun, en collaboration avec Jean-Michel Ycre, analyse les réactions au capitalisme financier en France et en Allemagne, s'arrêtant en particulier sur les critiques virulentes envers les investisseurs étrangers et étudiant les conséquences du « capitalisme à l'anglo-saxonne » dans les deux pays, notamment

pour l'avenir des systèmes sociaux. À l'heure des réformes, son analyse la conduit à s'interroger sur les modes de régulation du capitalisme financier dans un cadre européen.

Évolutions sociétales et controverses intérieures

Face aux réformes socioéconomiques menées par le gouvernement, l'enthousiasme des citoyens est loin de toujours être de mise. Certes, le mouvement des « manifestations du lundi », organisées dès l'été 2003 – en particulier à l'Est de l'Allemagne – en réaction à la loi Hartz IV², a fini par s'essouffler. Néanmoins, l'actuelle recomposition de l'échiquier politique allemand traduit les craintes et le mécontentement d'une partie non négligeable de l'opinion publique. Alors que les deux grands partis au pouvoir peinent à rassembler³, le Parti du socialisme démocratique (Partei des Demokratischen Sozialismus, PDS) est récemment revenu sur la scène politique sous un nouveau nom : le Parti de gauche.PDS (Linkspartei.PDS). Son très bon score aux élections législatives de l'automne 2005 laisse clairement apparaître la force d'attraction d'un mouvement s'opposant au démantèlement de l'État social en Allemagne, et visant à remettre en cause sa légitimité politique. Dieter Segert remarque ainsi que le Parti de gauche restera un « élément durable » au sein du système politique allemand. D'ailleurs, il pousse d'ores et déjà les autres partis, en particulier le SPD, à afficher clairement des positions sociales. À l'avenir, la formation d'une coalition de gauche n'est pas à exclure.

Parallèlement au débat sur l'État social et à la recomposition politique qui l'accompagne, l'Allemagne redécouvre des thématiques longtemps restées taboues suite à la Seconde Guerre mondiale. Parmi celles-ci, la famille fait l'objet d'un

2. Il s'agit du dernier volet des réformes du marché de l'emploi, qui crée un nouveau régime d'indemnisation du chômage. Depuis le 1^{er} janvier 2005, son montant est calculé en fonction des ressources du chômeur, et son versement implique pour ce dernier l'obligation d'accepter tout emploi proposé.

3. Lors des élections législatives de l'automne 2005, la CDU et la CSU réunies ont obtenu 35,2 % des suffrages (– 3,3 points par rapport aux élections législatives de 2002), contre 34,3 % (– 4,2 points) pour le SPD. C'est la première fois depuis 1949 que les deux grands partis échouent à réunir 70 % des suffrages. Quant au PDS, il a obtenu 8,7 % des suffrages (+ 4,7 points).

récent changement de paradigme dans le discours public. Alors que, à partir de la création de la RFA, elle avait tendance à incarner un modèle dépassé, elle revient depuis quelques années au centre de l'attention en raison du préoccupant déclin démographique que connaît le pays. Comme le montre Robert Hettlage dans son analyse du phénomène, cela soulève de nombreuses questions, portant à la fois sur la réorganisation du modèle familial et – là encore – sur la refonte du système social traditionnel. Le fait que la grande coalition ait très vite voté une loi visant à augmenter le taux de natalité outre-Rhin (1,3 enfant par femme actuellement) montre qu'il est aujourd'hui possible en Allemagne de mener une politique nataliste sans évoquer le spectre de l'embrigadement nazi.

Dans un tout autre domaine, le débat public sur la construction d'un centre contre les expulsions est quant à lui l'occasion d'en finir avec le tabou lié au sort des millions d'Allemands ayant dû, entre 1944 et 1950, quitter leur foyer situé dans les anciens territoires orientaux du Reich allemand. Alors qu'à ses débuts, la RFA avait été imprégnée de l'expérience de la fuite et de l'expulsion, la thématique a pratiquement disparu des milieux de la recherche quelques années après la fin de la guerre, pour ne réapparaître qu'à l'issue de la guerre froide. Mais, depuis peu, l'intérêt pour les déplacements de populations dans l'après-guerre dépasse très largement le cercle des historiens. Preuve en est la controverse, ici analysée par Daniela Heimerl, concernant le projet de la Fédération des expulsés de « muséaliser » le thème de la fuite, de l'expulsion et des déplacements de populations, et de le positionner d'une manière ostentatoire dans la culture de la mémoire allemande. Aujourd'hui en Allemagne, on ne se demande plus s'il est légitime de se souvenir de la souffrance des expulsés, mais comment le faire, et selon quels motifs structurants.

Immigration et intégration en débat

Au cours des grands débats de société, les réflexions sur l'identité allemande se déclinent non seulement sur le mode du rapport au passé, mais aussi sur celui de la relation à l'autre. Très souvent, l'altérité est incarnée par les 2,5 millions de citoyens turcs ou d'origine turque vivant en Allemagne, le

groupe d'étrangers le plus important outre-Rhin. S'il est désormais admis que le pays est bien devenu une terre d'immigration, et si les jeunes Turcs nés et scolarisés en Allemagne ne sont plus aujourd'hui considérés comme des « travailleurs hôtes » (*Gastarbeiter*), ils restent nombreux à rencontrer des difficultés d'intégration. Dans ce sens, Faruk Sen souligne l'hostilité d'une partie de la société d'accueil à l'égard des migrants d'origine turque, ainsi que la tendance de certains d'entre eux à se replier dans des « sociétés parallèles » – phénomènes qui creusent inévitablement les lignes de fracture au sein de la société. Ainsi, on assiste à une prise de conscience du fait que la RFA doit affronter les défis d'une intégration réussie. En effet, sur les questions d'immigration, un changement de paradigme est en train de s'opérer. Comme le notent Claire Demesmay et Simone Weske, qui étudient ici la question turque outre-Rhin, la perspective intégrationniste a désormais pris le pas sur celle du multiculturalisme ; le consensus politique sur la nécessité pour les étrangers d'apprendre l'allemand en est une illustration parmi d'autres.

S'il s'agit là de spécificités allemandes, la question de l'intégration concerne l'ensemble des pays européens, d'où l'intérêt, pour le Cerfa, d'y réfléchir dans une perspective franco-allemande, parallèlement à l'initiative pour l'intégration et l'égalité des chances récemment lancée par les gouvernements français et allemand⁴. Tel est le sens de l'analyse que livre Yves Bizeul des approches française et allemande de la citoyenneté et de leur évolution respective dans leur rapport au concept de nation : alors que la conception allemande repose sur une approche culturaliste, elle évolue vers une argumentation plus politique et proche du modèle républicain ; quant à l'approche française, républicaine et universaliste, elle met selon lui en danger ses propres principes par sa vocation assimilatrice. En raison de leurs différences d'approche et d'expérience en la matière, la France et l'Allemagne peuvent sans conteste apprendre l'une de l'autre. Cela vaut notamment pour le défi que représente l'apparition d'une nouvelle religion dans

4. Lors du 6^e Conseil des ministres franco-allemand, le 12 octobre 2006, les deux gouvernements ont souhaité « agir en faveur du respect de la diversité, dans ses nombreuses dimensions et contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme ». Cf. <www.france-allemande.fr>.

l'espace public, incarné par la polémique du voile à l'école publique. Dans la mesure où, comme le montre Janine Ziegler, le principe de séparation de l'Église et de l'État n'est pas interprété de la même manière de chaque côté du Rhin, un échange sur ces questions s'impose.

La redéfinition de la politique étrangère allemande

Quant à la politique étrangère, elle reste, sous la grande coalition, un dossier important de la politique allemande. Avant de revenir au pouvoir, les chrétiens-démocrates avaient porté un jugement très négatif sur la politique étrangère et de sécurité de la coalition rouge-verte, qu'il s'agisse de la détérioration des relations germano-américaines, des prises de position de Gerhard Schröder concernant l'évolution de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), du style et de la rhétorique de la politique étrangère allemande en général, de la nature des rapports, jugés trop étroits et surtout trop complaisants, avec la Russie et la Chine, de la crise des relations germano-polonaises, de l'établissement d'un partenariat inégal avec la France ou, enfin, du sous-financement chronique de la Bundeswehr. Avec l'arrivée au pouvoir de la CDU, il fallait donc s'attendre, dans tous ces domaines, à une réorientation de la politique étrangère allemande. Or celle-ci a finalement été beaucoup moins prononcée que prévu, ne serait-ce qu'en raison du maintien au pouvoir du SPD, qui occupe le portefeuille des Affaires étrangères dans le gouvernement Merkel. Après un an de grande coalition, les contours de la nouvelle politique étrangère et de sécurité de la RFA se sont néanmoins précisés. Dans un certain nombre de domaines, des changements, notamment de forme, ont entraîné des modifications de fond considérables. Celles-ci sont analysées par Karl-Heinz Kamp et Carlo Masala qui passent en revue les principaux domaines relevant de la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne, notamment les relations transatlantiques et la politique européenne.

Sans doute cette dernière occupe-t-elle l'essentiel de l'« espace diplomatique » de la chancelière qui, consciente que l'Europe est en train de payer cher la crise institutionnelle de l'après-29 mai 2006, n'a jamais caché son intention de vouloir,

d'une manière ou d'une autre, sauver le traité constitutionnel. La présidence allemande du Conseil aura donc la responsabilité de proposer, d'ici juin 2007, un calendrier permettant une sortie de crise. Cette tâche est d'autant plus ardue que, comme le souligne Janis A. Emmanouilidis, un sauvetage du traité est assez improbable. Cela n'empêche pas l'auteur de proposer une série d'alternatives discutées outre-Rhin, visant à relancer le processus d'intégration dans l'Union européenne. Mais ce n'est que si l'UE renoue avec ses citoyens qu'une telle relance sera possible, car les débats autour du projet de traité constitutionnel ont montré l'aspiration des peuples à voir la nature juridique de l'Union définie plus précisément. Ce point crucial est au cœur de l'analyse de Helmut Wagner, qui tente de dépasser la dichotomie entre confédération d'États-nations et État fédéral, et souligne que la crainte d'une évolution de l'UE vers un « super-État » est infondée, précisément depuis le 29 mai.

Dans ces conditions, il serait vain d'attendre des miracles de la présidence allemande de 2007. Dans son article consacré aux objectifs de cette présidence, Martin Koopmann rappelle à juste titre que l'issue de l'élection présidentielle française constitue un facteur d'incertitude qui risque de freiner l'ardeur institutionnelle de l'Allemagne. Cette dernière ne sera pas en mesure de résoudre toute seule et dans un laps de temps aussi court tous les problèmes de l'Union. En revanche, d'après l'auteur, elle devrait ouvrir de nouvelles pistes de réflexion (en attendant la présidence française de 2008) et faire des propositions concrètes dans bien d'autres domaines qui sont également prioritaires, en particulier la « question turque », la sécurité énergétique et le renforcement de la politique de voisinage.

France-Allemagne : les défis d'une meilleure connaissance réciproque

Le Cerfa s'intéresse non seulement au dialogue franco-allemand sur les grands thèmes politiques et économiques, dialogue traditionnellement analysé et relayé dans les *Radioscopie*s, mais fait aussi le point sur l'état des relations bilatérales entre la France et l'Allemagne. En 2006, celles-ci ont été marquées par la publication d'un manuel d'histoire franco-allemand destiné à des élèves du secondaire de France et

d'Allemagne. Ce manuel scolaire binational, le premier du genre, revêt une forte dimension symbolique dans la mesure où il marque la post-réconciliation entre nos deux pays. En effet, croiser les regards sur un passé commun difficile exige de surmonter préalablement toute une série d'obstacles d'ordre politique et culturel. Comme le notent Corine Defrance et Ulrich Pfeil, le manuel permet aujourd'hui de pratiquer une nouvelle forme de coopération, dans un domaine propice aux conflits d'interprétation nationale : « écrire et enseigner ensemble l'histoire ». Cependant, l'enthousiasme qu'a suscité le projet ne doit pas faire oublier un certain nombre de lacunes et de maladresses, qui ne sont pas sans susciter un malaise parmi les historiens et les spécialistes des relations franco-allemandes.

C'est une autre forme de malaise qui se dégage de la querelle sur la manière de concevoir les études germaniques en France, ici analysée par Stephan Martens. Alors même que la civilisation souffre, de part et d'autre du Rhin, d'une reconnaissance moindre que la littérature ou la linguistique, elle constitue une véritable passerelle entre les études de langue et les sciences sociales : la valeur ajoutée du civilisationnisme au plan scientifique est de tenter un exercice de synthèse interprétative globale, au-delà de la compartimentalisation qui domine encore souvent les sciences humaines et sociales. La civilisation est ainsi porteuse d'une remise en cause « idéologique » de l'objet et des méthodes des disciplines traditionnelles, d'un engouement pour le décloisonnement, ainsi que d'un intérêt pour les questions en prise avec la réalité politique, économique et sociale du monde contemporain – ce qui ne manque pas de susciter méfiance et confusion au sein de la germanistique. Selon l'auteur, il est aujourd'hui urgent de s'interroger sur l'avenir de la formation de germanistes français, dont la mission ne peut plus se restreindre à enseigner la langue, voire la littérature, allemandes, mais doit s'inspirer largement du rôle d'un médiateur culturel.

CLAIRE DEMESMAY
HANS STARK*

* Claire Demesmay est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa de l'Ifri). Hans Stark est secrétaire général du Cerfa et maître de conférences à l'Université de la Sorbonne nouvelle-Paris III.